

Vie d'entreprise → Loiret

L'INTERVIEW DU SAMEDI ■ Jean-Paul Pollin participe à un colloque sur l'entreprise, mercredi, à Orléans

« Réparer les déchirures sociales »

Jean-Paul Pollin, professeur émérite à l'université d'Orléans, travaille toujours au laboratoire d'économie qu'il a fondé. De nombreux dirigeants et banquiers locaux, voire internationaux, ont suivi ses cours.

Carole Tribout
carole.tribout@centrefrance.com

L'économiste de renom a répondu à ces questions la semaine passée, en amont du colloque sur l'entreprise qu'il coorganise mercredi avec l'Académie d'Orléans dont il est membre.

■ **À 72 ans, vous êtes toujours très actif. Qu'est-ce qui vous motive ?** Je ne sais rien faire d'autre ! J'ai une grande idée de l'université, lieu d'éducation, de culture. J'ai formé des générations d'étudiants qui ont eu de très belles carrières. Olivier Carré, le maire d'Orléans, par exemple. L'économie, c'est important. Ce n'est pas parce que l'on a fait Sciences po et l'ENA que l'on est compétent en économie.

■ **Avez-vous craint la sortie de l'euro ?** J'étais contre la création de l'euro, dans les conditions données, sans gouvernance politique européenne ni mécanisme de solidarité. Mais, aujourd'hui, il est impossible d'en sortir : on ne pourrait plus rembourser nos dettes. La France ferait défaut et ne pourrait plus se financer. Notre monnaie se déprécierait. Cela créerait de l'inflation.

■ **Que faut-il faire aujourd'hui pour renforcer l'euro ?** Il faut un gouvernement de la zone euro. Il faut créer des eurobonds (des obligations), ainsi que des mécanismes de solidarité, sur l'assurance-chômage, par exemple, pour partager les risques.



UNIVERSITAIRE. Professeur émérite, l'économiste participe à de nombreux comités, conseils, revues...

■ **Faudrait-il harmoniser les charges, les taxes ?** Il faut aller vers cette convergence. Mais, si l'on décide d'instaurer un salaire moyen, cela veut dire que la France accepte une baisse et que d'autres pays acceptent de perdre en compétitivité...

■ **Que pensez-vous du Brexit ?** Cela va causer davantage de problèmes à la Grande-Bretagne qu'à nous : la livre se casse la figure, l'inflation fait un bond, le pouvoir d'achat va baisser... Et nous n'avons aucune raison de faire de cadeau à la Grande-Bretagne : il ne faut pas que le Brexit marche !

■ **Et l'élection de Donald Trump aux USA ?** Il faudrait déjà comprendre ce qu'il veut faire, avec les taux d'intérêt, les impôts, les investissements. Tout est contradictoire. Étonnamment, ce sont les pays du

libre-échange et du multiculturalisme qui se font les chantres du protectionnisme !

■ **Êtes-vous d'accord avec le programme économique d'Emmanuel Macron ?** Pour le moment, il dit un peu tout et son contraire. Ce qui me semble essentiel, en France, c'est de réparer les déchirures de la cohésion sociale. Et ce n'est pas en préchant pour la diminution des charges des entreprises, la flexibilité et l'entrepreneuriat que l'on y parviendra. Pour gagner en compétitivité, il ne s'agit pas seulement de réduire les coûts de production. Il faut surtout innover, monter en gamme, accroître les qualifications... Ce qui suppose une certaine stabilité des relations économiques et sociales. Cela ne signifie pas qu'il faille refuser les transformations et laisser

subsister des rentes de situation. Mais trop de mobilité des hommes et des capitaux peut aller à l'encontre de ce que l'on cherche.

■ **À qui appartient l'entreprise, pour reprendre la conférence que vous donnez mercredi ?** Elle appartient non seulement à ses actionnaires, mais aussi à ses salariés, ses fournisseurs, ses clients, son environnement physique et institutionnel... Les performances des firmes sont fonction, en grande partie, de la coopération, et donc de la confiance, existant entre l'ensemble de ses acteurs. Ramener les objectifs de l'entreprise à la seule rentabilité financière est donc contreproductif.

■ **À quelle école de pensée appartenez-vous ?** Je suis keynésien, je crois que les interventions de l'État sont indispensables à la

réalisation des équilibres économiques et à la préservation de la cohésion sociale. Aujourd'hui, il me semble que les économistes doivent élargir leur champ de préoccupations. Par exemple, la recherche du « bien commun », qui devrait être l'objectif de toute société, ne peut se réduire à l'accumulation de richesses. Elle doit aussi intégrer une éthique des relations sociales.

■ **Vous êtes spécialiste de la Banque centrale européenne ?** Orléans est connu pour ses travaux sur la monnaie et l'économie... En 2013, j'ai participé à un rapport sur la régulation bancaire. Je voulais que l'on sépare la banque d'affaires de la banque de détail. Cela n'a pas été fait. Je considère que c'est la première trahison de François Hollande...

BIO EXPRESS

Naissance
Le 3 octobre 1944 à Arzew, en Algérie.

Formation
Docteur en économie à Paris I, puis agrégation en droit et économie.

Parcours
1968 : assistant à l'université de Dauphine, à Paris. De 1973 à 1977 : poste à l'université d'Orléans. 1977-81 : professeur à l'université de Strasbourg. 1981-2013 : professeur à l'université d'Orléans. Depuis, professeur émérite. 1985, fonde l'Institut d'administration des entreprises (IAE). 1994-98, doyen de la fac de droit. 2003-2004, président de l'Association française de science économique. Membre du Cercle des économistes.

■ **Sommes-nous sortis de la crise ?** Il est vrai que la conjoncture s'améliore lentement. Mais la question se pose désormais de savoir si nous serons condamnés à vivre avec une faible croissance, autour de 1 %. La nouvelle révolution industrielle que l'on nous annonçait s'est révélée jusqu'ici bien décevante. Les innovations auxquelles elle a donné lieu sont assez dérisoires : jeux en ligne, sites d'échanges, ciblage publicitaire... Cela ne fait pas une révolution.

■ **Vous ne croyez pas au numérique ?** Si, parce que je pense que l'on pourra en faire demain un meilleur usage. En particulier, une convergence se dessine entre le numérique, l'intelligence artificielle et les biotechnologies qui devrait déboucher sur des innovations radicales dans le domaine de la santé entre autres. Mais cela nécessite des investissements de long terme, donc la mobilisation de capitaux « patients », capables de résister à la tentation d'une exigence de rentabilité financière trop rapide.

■ **Quel jugement portez-vous sur la situation financière actuelle de l'université d'Orléans ?** C'est la parfaite démonstration qu'il était dangereux de donner l'autonomie aux universités, avec le risque de conférer des pouvoirs à une personne peu compétente et sans rigueur intellectuelle... ☐

➔ **À savoir.** Colloque gratuit : « L'entreprise en France aujourd'hui », mercredi 31 mai, de 9 à 18 h, hôtel Duponloup, rue Duponloup, Orléans

CÔTÉ PERSO

Un lieu préféré. Les bords de Loire, entre Saint-Benoît et Germigny.

Une sortie préférée. Chambard !

Un changement attendu. La réduction des inégalités.

Votre idée du bonheur. En famille, à la campagne, à écouter Chopin ou Schubert.

Ce qui vous ennuie le plus ? La préntention, le sectarisme, l'inculture...

Une lecture à recommander. « Où est passé le bien commun ? », de François Plouhaud. « La fin de l'homme rouge », de Svetlana Alexievitch.